

<http://lipietz.net/Reponse-a-M-Trichet>

Dialogue Monétaire

Réponse à M. Trichet

- Député européen (Verts, France) - Économie - Le contrôle de la Banque centrale européenne -



Date de mise en ligne : mardi 27 avril 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Monsieur le Président,

Monsieur Goebels vient de vous rappeler ce fait massif : l'asymétrie entre grands et petits pays dans le respect du Pacte de stabilité. Vous répondez en invoquant la prudence supérieure des petits pays. Je crois que l'explication est plus simple, les 5 pays en "déficit excessif" (Allemagne, France, Italie, Grande Bretagne, Pays Bas) représentent les 5 plus grands PNB de l'Euroland et 80 % du produit européen. Quelle que soit l'orientation politique de leur gouvernement, ils sont obligés d'assurer la demande effective sur le marché intérieur européen. Les petits pays au contraire peuvent se comporter en "passagers clandestins" vis à vis de cette demande effective assurée par d'autres.

Mais venons-en à la politique monétaire. Nous sommes actuellement à 1,7 % d'inflation dans l'Euroland malgré la flambée mondiale des matières premières.

L'Euroland respecte votre objectif principal "une hausse des prix sur une moyenne période inférieure à 2 % mais proche de 2 %". Il est temps de se préoccuper des objectifs secondaires fixés par les Traités à la BCE : contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, ceux de Lisbonne (le plein emploi) et ceux de Göteborg (le développement soutenable).

J'espère que vous ne me ferez pas l'injure de me répondre routinièrement que respecter l'objectif principal suffit pour respecter les objectifs secondaires ! Il y a un "trade-off", un arbitrage entre chômage et inflation, il existe globalement un "non accelerating-inflation rate of unemployment" (un taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation) et je suppose que vous ne fixez pas ce NAIRU au taux actuel de l'UE !

Or la politique monétaire est l'un des paramètres qui règle le curseur chômage/inflation, et bien sûr le taux d'intérêt influe sur l'investissement écologiste de long terme comme les réseaux de ferroutage.

Alors, me direz-vous, une baisse de taux d'intérêt serait-elle utile pour relancer l'investissement "soutenable" et les embauches ? Vous nous avez fait observer que la liquidité est déjà très élevée mais pas inquiétante pour l'inflation. Il y a là une sorte de trou noir quant au rôle de la liquidité dans la macro-économie moderne. En cinq ans de débat avec M. Duisenberg et vous, j'ai vu disparaître le rôle de la masse monétaire M3 comme "pilier" de la politique monétaire !

En réalité, l'excès de liquidité sert aujourd'hui à financer des "bulles" improductives (actuellement la bulle immobilière), ce qui n'empêche pas les taux d'intérêt réels d'influer sur l'investissement. Ne faudrait-il pas introduire enfin des méthodes plus directives dans l'orientation sectorielle des crédits, si la baisse des taux d'intérêt se perd en hausse du prix des actifs ?